

Israël/Palestinien brûlé vif en 2014

Le principal accusé condamné à la perpétuité

AFP
Jérusalem/Israël

Quant aux deux complices – juifs israéliens comme lui – de Yosef Haim Ben David, ils avaient écopé, le 4 février, l'un de la prison à vie, l'autre de 21 ans de prison.

UN tribunal de Jérusalem a condamné hier à la prison à vie, la plus lourde peine possible, le principal accusé israélien dans le meurtre d'un Palestinien brûlé vif en 2014, un crime qui avait contribué à l'escalade des violences menant à la guerre de Gaza. Yosef Haim Ben David, un juif de 31 ans, était accusé d'être l'instigateur et le principal exécutant de l'enlèvement et l'assassinat d'un Palestinien de 16 ans, Mohammed Abou Khdeir, le 2 juillet 2014 à Jérusa-

lem-Est, partie palestinienne de Jérusalem annexée et occupée par Israël.

Ses deux complices juifs israéliens, âgés de 16 ans en juillet 2014, ont été condamnés l'un à la perpétuité et l'autre à 21 ans de prison le 4 février par le même tribunal. Leurs noms ont été gardés secrets parce qu'ils étaient mineurs au moment des faits.

Le crime, motivé par la soif de vengeance, a profondément marqué l'opinion palestinienne. A l'énoncé du verdict, la famille de Mohammed Abou Khdeir a laissé éclater la colère entretenue depuis deux ans, insultant Ben David malgré ses regrets tardivement exprimés et demandant qu'il soit pendu.

Le verdict a été rendu dans un climat de violences renouvelées entre Israéliens et Palestiniens, qui ont fait



Photo : AFP

Malgré des remords de toute façon tardifs, Osef Haim Ben David a été condamné à finir ses jours en prison.

plus de 200 morts depuis le 1er octobre.

La perpétuité est la peine la plus lourde que le tribunal pouvait infliger. En dehors de crimes spécifiques comme les crimes de guerre ou de trahison, la peine de mort est abolie pour meurtre depuis 1954. En plus de la perpétuité, le tribunal a condamné Yosef Haim Ben David à 20 an-

nées de prison correspondant apparemment aux différents actes commis par Ben David, non seulement le meurtre, mais aussi l'enlèvement, la tentative de kidnapping d'un autre enfant palestinien la veille et des attaques contre des biens palestiniens.

Le tribunal l'a aussi condamné à verser 150 000 shekels (22,5 millions

de francs) à la famille de Mohammed Abou Khdeir et 20 000 (2,9 millions de francs) à celle de l'enfant qu'il avait tenté d'enlever.

"Nous avons affaire à un homme malveillant et cruel qui a fait honte à notre société civilisée et qui a offensé ses valeurs", avait déclaré le procureur Uri Korb pour requérir la prison à vie.

Juste avant l'échéance, Yosef Haim Ben David a fini par exprimer des remords tardifs.

"Je suis désolé, je n'ai pas voulu ça, je suis désolé pour la famille. Je n'étais pas moi, j'ai perdu le contrôle de moi-même", a dit l'accusé en kippa bordeaux et chemise noire. "Avant, je travaillais pour Zaka (une organisation de secours volontaires), je ramassais les corps d'Arabes aussi bien que de juifs".

L'Afrique en bref

• Algérie/Violences. Sept islamistes armés tués en une semaine

L'armée algérienne a tué sept islamistes armés en une semaine à l'est d'Alger, dont un hier lors d'une opération militaire toujours en cours, a annoncé le ministère de la Défense.

• Comores/Présidentielle. Retour aux urnes le 11 mai dans 13 localités

L'élection présidentielle aux Comores sera réorganisée le 11 mai dans 13 localités, à la suite d'irrégularités lors du second tour le 10 avril, selon un décret présidentiel signé lundi, une décision susceptible de changer les résultats provisoires du scrutin.

• Guinée Equatoriale/Politique. Près de 200 militants de l'opposition libérés

Près de 200 militants du parti d'opposition 'Ciudadanos por la innovacion' (CI) de Guinée Equatoriale, arrêtés le 21 avril, ont été libérés, mais d'autres sont encore détenus, a annoncé hier leur leader, Gabriel Nse Obiang Obono.

• Kenya/Inondations. Un bébé miraculé

Un bébé de sept mois a été retiré vivant hier des décombres quatre jours après l'effondrement d'un immeuble dans un quartier pauvre de Nairobi, qui a causé la mort de 23 personnes.

• Mauritanie/Politique. Le Sénat en question



Le président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz a annoncé hier un référendum constitutionnel, sans préciser de date, pour la suppression du Sénat.

A travers le monde

• Belgique/Justice. Filière jihadiste : des peines inférieures aux réquisitions

Le tribunal correctionnel de Bruxelles a prononcé hier des peines allant jusqu'à sept ans de prison, globalement inférieures aux réquisitions, au procès d'une filière de recrutement de combattants pour la Syrie dans lequel Najim Laachraoui, un des kamikazes des attentats du 22 mars, était jugé par défaut.

• France/Politique. La loi travail à l'épreuve du Parlement

L'épreuve de vérité est engagée en France pour la réforme du droit du travail, contestée par la rue mais défendue par l'exécutif socialiste pour relancer l'emploi, qui est arrivé hier dans l'arène du Parlement à la recherche d'un difficile compromis.

Allemagne/Politique

Merkel veut lutter contre la montée du Front national en France

AFP
Berlin/Allemagne

LA chancelière allemande Angela Merkel s'est engagée hier devant des élèves francophones de Berlin à lutter contre la montée du Front national en France alors que le parti d'extrême droite de Marine Le Pen a critiqué à de nombreuses reprises l'Allemagne. "Je vais essayer de contribuer à ce qu'évidemment d'autres forces politiques soient plus fortes que le Front national pour autant qu'on puisse le faire de l'étranger", a indiqué la dirigeante conservatrice à l'occasion d'une visite au Lycée français de Berlin. La chancelière a peu l'habitude de commenter la situation politique intérieure française.

"Mais c'est une force (politique) à laquelle nous devons nous confronter, exactement comme nous avons désormais en Allemagne des forces politiques qui ont un discours très négatif sur l'Europe quand on voit la rhétorique de l'AfD (le parti populiste de droite Alternative pour l'Allemagne)", a-t-elle ajouté.

"Nous devons veiller à ce que l'Europe soit un projet que les gens comprennent", a-t-elle estimé. Il faut qu'ils voient que "c'est mieux avec l'Europe que sans l'Europe", selon elle.

Les Allemands, pour beaucoup préoccupés par l'arrivée de plus d'un million de demandeurs d'asile l'an dernier, ont assisté à l'ascension de l'AfD qui a conquis des sièges dans la moitié des puissants parlements régionaux ainsi qu'à l'assemblée européenne. L'AfD a en particulier ob-



Photo : AFP

Au risque de s'attirer les foudres de Marine Le Pen, la chancelière allemande Angela Merkel se fixe pour objectif de réduire l'influence du Front national en France.

tenu de bons scores en mars dans trois scrutins régionaux et beaucoup parient désormais sur son entrée à la chambre des députés, le Bundestag, lors de son renouvellement l'an prochain.

Parmi ses diatribes anti-allemandes, la présidente du FN, Marine Le Pen, avait accusé le président français François Hollande d'être le "vice-chancelier administrateur de la province France".

Elle avait aussi qualifié l'ancien dernier Angela Merkel "d'impératrice" et l'avait accusé de « chercher à imposer une immigration clandestine à la schlague » à toute l'Europe, après lui avoir imposé son ordre financier ».

Le FN et l'AfD, qui ont des positions fort différentes sur les questions économiques par exemple, se caractérisent par un discours anti-européen.

• Marine Le Pen dénonce une ingérence

La présidente du Front national Marine Le Pen a immédiatement dénoncé dans un communiqué des propos "très graves" qui "témoignent d'une ingérence dans nos affaires intérieures aussi outrancière qu'humiliante pour la France, et marquent une cruelle vérité : celle de la soumission de notre pays à l'Allemagne".

Etats-Unis/Présidentielle

Cruz traite Trump de " menteur pathologique " et " amoral "

AFP
Washington/Etats-Unis

LE candidat aux primaires républicaines Ted Cruz a laissé éclater sa colère hier contre le favori Donald Trump, qui a accusé le père du sénateur d'avoir fréquenté Lee Harvey Oswald, le tueur présumé de John F. Kennedy en novembre 1963. Alors que les électeurs de l'Indiana (nord) avaient commencé à voter pour les départager dans la course

à l'investiture, Donald Trump a repris à son compte lors d'une interview sur Fox News, les allégations du tabloïde National Enquirer. Ce dernier affirme avoir identifié Rafael Cruz, père de Ted, sur des images prises à La Nouvelle Orléans en août 1963, alors qu'Oswald distribuait des pamphlets pro-Cuba.

"Son père était avec Lee Harvey Oswald avant qu'il soit tué", a dit Donald Trump, peu après l'ouverture des bureaux de vote dans l'Indiana. "Que faisait-il avec Lee Harvey Oswald

juste avant sa mort ? C'est horrible". Oswald a été assassiné le 24 novembre 1963, deux jours après l'assassinat de JFK.

"Donald Trump affirme que mon père est impliqué dans l'assassinat de JFK. C'est complètement dingue", a déclaré lors d'un point presse Ted Cruz, visiblement hors de lui.

"Cet homme est un menteur pathologique. Il ne sait pas faire la différence entre la vérité et les mensonges. Presque chaque mot qui sort de sa bouche est un mensonge", a-t-il poursuivi.

"Au moment où il dit un mensonge, il y croit, mais cet homme est complètement amoral", a ajouté Ted Cruz, qui a continué son réquisitoire pendant plusieurs minutes. Le sénateur a expliqué que, selon lui, Donald Trump était comparable à ces enfants qui harcèlent les autres dans la cour de l'école. "Les harceleurs sont poussés par un profond sentiment d'insécurité. Ce n'est pas par hasard que Donald construit des grands immeubles et met son nom partout", a dit Ted Cruz. L'ultra-conservateur, pour

lequel l'Indiana représente l'une des dernières chances de freiner Donald Trump dans la course à l'investiture, a aussi souligné que "Donald Trump (était) un coureur de jupons invétéré qui se vante de ses infidélités".

Rafael Cruz, né à Cuba, est arrivé aux Etats-Unis en 1957, après avoir été emprisonné par le régime de Fulgencio Batista. Selon le Miami Herald, il a soutenu le chef rebelle Fidel Castro jusqu'à ce qu'il comprenne que Castro était communiste.